Olivier BESANCENOT

WWW.BESANCENOT2007.ORG

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 22 AVRIL 2007

LCR - 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

LCR
100% À GAUCHE

PHOTO : PATRICK MESSINA

« Nos vies valent plus que leurs profits ! »

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

C'est connu, le facteur sonne toujours deux fois. Aujourd'hui je fais le même métier et gagne, comme la majorité d'entre vous, moins de 1 400 euros net par mois. Je me présente à nouveau à l'élection présidentielle pour qu'ensemble nous puissions affirmer que nos vies valent plus que leurs profits et exprimer notre rejet des politiques suivies par les gouvernements successifs.

Nos quartiers populaires s'enfoncent dans la misère. La grande majorité de la société se serre la ceinture alors que le pays ne cesse de s'enrichir.

La politique menée par Chirac, Raffarin, Villepin ou Sarkozy nous a soumis à une dégradation continue des conditions de vie. Les droits sociaux et les libertés sont réduits tandis que les inégalités se creusent. **La fracture sociale s'accentue.** Pas un territoire qui ne connaisse un plan de licenciements, une délocalisation d'usine, un service hospitalier ou des classes d'école fermés. Le capitalisme devient chaque jour de plus en plus brutal et sauvage, à la recherche de toujours plus de profits. Il y a 7 millions de pauvres, 5 millions de chômeurs réels, 3 millions de mal-logés et pourtant les profits du CAC 40, les quarante entreprises les plus importantes de ce pays, atteignent la somme record de 100 milliards d'euros pour la seule année 2006 ! **Les revenus des gros actionnaires explosent alors que, pour l'immense majorité de la population, le pouvoir d'achat baisse ou au mieux stagne.** Dans le même temps, **les entreprises publiques sont livrées aux appétits de la finance, comme EDF-GDF ou EADS-Airbus**. En conséquence, des prix qui augmentent, des licenciements et moins de services rendus à la population. **La santé et l'éducation sont désormais dans le collimateur des fonds d'investissement** qui veulent tout transformer en marchandise. A la Poste, la destruction du service public est en cours avec la nouvelle directive européenne qui soumet le courrier au marché.

Pourtant le 29 mai 2005, en repoussant le traité constitutionnel européen, nous avons dit « non » au modèle ultra-libéral que Bruxelles et les gouvernements européens veulent nous imposer.

Les jeunes des banlieues, les lycéens et les étudiants se sont révoltés l'an dernier dans leurs quartiers contre les discriminations et par millions dans la rue contre le Contrat première embauche (CPE). Une nouvelle génération est née qui refuse la précarité et les injustices. Elle a de l'avenir.

Des millions de salariés se sont mobilisés depuis cinq ans contre la remise en cause du système de retraite solidaire, contre les licenciements, pour défendre le droit à l'éducation, pour refuser l'expulsion d'enfants sans-papiers scolarisés dans nos écoles… Je souhaite être le porte-voix de toutes ces résistances, car fondamentalement **c'est par l'action collective que nous pouvons, tous ensemble, salariés, chômeurs, retraités, jeunes de toutes origines, défendre nos droits et améliorer nos conditions de vie.** C'était vrai en 1936 et en 1968, cela le reste aujourd'hui !

Je veux être le candidat qui défend l'augmentation des salaires, des retraites, des revenus et des minima sociaux. **ILS DOIVENT ÊTRE TOUS AUGMENTÉS DE 300 EUROS NET.** Qui peut vivre avec moins de 1 500 euros net par mois ? Il s'agit donc de porter le SMIC à ce niveau. Beaucoup de jeunes sont désormais plongés dans la pauvreté, un jeune sur deux qui étudie travaille pour se payer ses études. C'est pourquoi **IL FAUT ACCORDER À TOUS LES JEUNES EN FORMATION UNE ALLOCATION D'AUTONOMIE D'AU MOINS 800 EUROS.** Beaucoup d'anciens également vivent avec des pensions de retraite scandaleuses et les femmes sont particulièrement touchées. **AUCUNE RETRAITE NE DOIT SE SITUER ÉGALEMENT EN DESSOUS DU SMIC.** L'explosion des prix des loyers et de l'immobilier est un véritable scandale, je propose de les bloquer par la loi, de réquisition-

ner les logements vides et de construire le million de logements sociaux qui manquent, dans le cadre d'un service public.

L'emploi est également ma priorité. Il faut casser la machine infernale à détruire les emplois, retirer aux patrons le pouvoir exorbitant de pouvoir licencier à leur guise même dans les entreprises qui font des profits. **Par la loi, interdire les licenciements, réduire le temps de travail à 32 heures hebdomadaires mais cette fois-ci sans flexibilité, sans contrat précaire et avec des embauches obligatoires pour que nous ayons toutes et tous un emploi stable.** Travailler moins pour travailler tous ! Les patrons se plaignent toujours des charges qui les écrasent mais quand se débarrassera-t-on de la charge que le chômage de masse fait peser sur la société ? **Supprimons les multiples aides et subventions aux entreprises privées qui n'ont jamais créé d'emplois** et qui ne les ont jamais empêchées de licencier. **Obligeons-les à rembourser l'ensemble de ces aides publiques lorsqu'elles décident de se délocaliser, sous peine de réquisition.**

Je veux que tous ensemble nous luttions contre toutes les discriminations et contre le racisme. Assez de barrage à l'emploi, aux loisirs à cause de la couleur de la peau, du nom ou du quartier d'habitation. **Nous voulons l'égalité des droits, l'arrêt des expulsions, la régularisation des sans-papiers** qui sont victimes des nouveaux esclavagistes, et les immigrés installés ici doivent pouvoir voter puisqu'ils vivent et travaillent ici.

L'égalité entre hommes et femmes reste à conquérir au travail comme à la maison. Il faut faire de la lutte contre les violences faites aux femmes une véritable priorité : tous les trois jours une femme meurt sous les coups de son conjoint. C'est pourquoi **je soutiens la proposition de loi-cadre contre les violences faites aux femmes.** Ce sont elles qui supportent la double journée de travail, les plus bas salaires, les contrats les plus précaires, les plus petites retraites. L'égalité réelle est plus que jamais un combat d'avenir.

Quant aux homosexuel-le-s, ils doivent avoir droit au mariage et à éduquer librement leurs enfants.

Nous avons besoin de plus de services publics et certainement pas de les privatiser, de les supprimer comme l'ont fait tous les gouvernements successifs. Quels parents ne connaissent pas la galère de la garde des tout-petits avant que l'école ne les prenne en charge à trois ans ? Quant aux personnes âgées, avec l'allongement de l'espérance de vie, on vit plus longtemps et c'est très bien ainsi. Mais on livre les personnes dépendantes à la spéculation des grandes entreprises spécialisées dans des maisons de retraite hors de prix. **Pour les petits comme pour les anciens, il faut mettre en place de nouveaux services publics gratuits et accessibles à toutes et tous.** L'éducation, la santé, l'énergie, la culture, l'eau, les télécommunications ou les transports... ne sont pas des marchandises. Ils doivent revenir à une logique de service public. **Il faut revenir sur les privatisations des biens publics qui les ont soumis à une logique de profit contraire aux intérêts des usagers.** Il manque au moins 500 000 emplois dans l'éducation, les hôpitaux, les transports, les crèches ou la recherche. Créons les d'urgence.

La loi Fillon sur les retraites doit être abrogée, la retraite à 60 ans garantie en revenant pour toutes et tous aux 37,5 annuités et aux 75 % du dernier meilleur salaire dans le public comme dans le privé.

L'enjeu écologique est l'occasion d'une grande hypocrisie : signature de pacte, discours généreux, mais dans les faits la logique du profit piétine les principes écologiques et continue de détruire notre planète. **Une nourriture de qualité, un air et une eau propres, l'interdiction des OGM, la sortie du nucléaire, voilà de véritables priorités** qui nécessitent de ne plus laisser les industriels, en particulier ceux de la chimie, du pétrole et de l'automobile, faire la loi.

Alors, oui, ces priorités sociales impliquent une autre répartition des richesses. On ne peut vouloir changer la vie du plus grand nombre sans s'attaquer aux privilèges économiques, aux inégalités criantes, aux fortunes qui se renforcent. On nous dit que ce pays, cinquième puissance économique du monde, est trop endetté pour redistribuer ces richesses. Mais on ne nous dit jamais d'où vient cette dette et à qui elle profite. C'est parce qu'on a réduit les impôts des plus riches, que l'on a défiscalisé les profits des entreprises que la dette s'est creusée. La classe politique traditionnelle prépare un nouveau plan d'austérité pour faire payer la dette de l'Etat au plus grand nombre. Mais cette dette n'est pas notre dette. C'est aux grandes fortunes de la payer en multipliant par 10 l'actuel impôt sur la fortune. **Il faut s'en prendre aux profits des capitalistes en commençant par rétablir le taux de 50 % sur les bénéfices des entreprises. Revenir sur les cadeaux fiscaux accordés aux plus aisés ne serait que justice, comme de supprimer la TVA en commençant par les produits de première nécessité. Réduisons le budget militaire aussi inutile qu'onéreux.** Rien que l'annulation du deuxième porte-avions,

une arme offensive, permettrait de financer l'allocation d'autonomie pour les jeunes !

Mon programme d'urgence sociale et démocratique ne s'appliquera pas sans une mobilisation de grande ampleur du monde du travail et de la population. Rappelons-nous qu'aucun programme électoral ne prévoyait les congés payés, **c'est la grève des ouvriers en juin 36 qui les a imposés !**

Nous avons besoin de moyens pour changer la vie, plus de droits, plus de démocratie. Ce qui suppose d'EN FINIR AVEC LES INSTITUTIONS ANTIDÉMOCRATIQUES DE LA VE RÉPUBLIQUE ET L'INSTAURATION GÉNÉRALISÉE DE LA PROPORTIONNELLE POUR ÉLIRE SES REPRÉSENTANTS. Les droits des salariés sont bafoués et les moyens de contrôle de la population sur ses conditions de vie se réduisent à voter tous les cinq ans. La démocratie ne doit pas s'incliner devant les marchés financiers ou les institutions internationales comme l'OMC. CONTRÔLER, DÉCIDER DANS LES QUARTIERS, LES COMMUNES, LES RÉGIONS, COMME SUR LES LIEUX DE TRAVAIL ET D'ÉTUDE, VOILÀ LA VRAIE DÉMOCRATIE.

Le 29 mai 2005, on a dit «non» majoritairement au libéralisme, pas à l'Europe. Contre l'Europe de Bruxelles, c'est une autre Europe qu'il faut construire avec l'ensemble des peuples. Une Europe des droits sociaux et démocratiques unifiés en prenant le meilleur de chaque législation. UN SMIC EUROPÉEN, UN CODE DU TRAVAIL EUROPÉEN, DES SERVICES PUBLICS EUROPÉENS, sont les réponses à beaucoup de nos problèmes quotidiens.

Mon combat est également celui de la solidarité entre les peuples. LES TROUPES D'OCCUPATION DOIVENT QUITTER L'IRAK ET L'AFGHANISTAN. TOUS LES PEUPLES ONT DROIT À L'AUTODÉTERMINATION, À FORMER LEUR PROPRE ÉTAT, à commencer par les Palestiniens. Ce principe s'applique également dans les territoires d'outre-mer et en Corse. LA FRANCE DOIT ABOLIR LA DETTE QUI ÉTRANGLE LES PAYS PAUVRES. ELLE DOIT EN FINIR AVEC SA POLITIQUE NÉOCOLONIALE EN AFRIQUE, qui protège les intérêts des grandes multinationales françaises. LES BASES MILITAIRES DOIVENT ÊTRE FERMÉES ET LES TROUPES RETIRÉES, en particulier en Côte d'Ivoire.

Nous pouvons à l'occasion de ces élections rassembler nos forces, pour demain se mobiliser pour conquérir de nouveaux droits. Alors nous aurons soulevé de l'espoir.

Vous voulez en finir avec la droite de Sarkozy et de Bayrou qui veulent appliquer le programme du MEDEF.

Vous rejetez l'extrême droite d'un Le Pen.

Vous considérez que la candidate socialiste accepte le capitalisme libéral et vous voulez une vraie rupture avec les politiques menées par la gauche lorsqu'elle gouvernait.

Salariés, chômeurs, retraités, jeunes des quartiers qui vous êtes massivement inscrits sur les listes électorales, utilisez ma candidature pour vous faire entendre !

En votant pour moi, vous choisirez un travailleur qui vit comme vous, et ensemble, si nous sommes une force, nous ferons vivre l'espoir qu'un autre monde est possible.

Le 22 avril, votons OLIVIER BESANCENOT

CONCEPTION/IMPRESSION : ROTOGRAPHIE - F 93100